L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

N°13 - Vendredi 31 mars 1989 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2
Deux victoires exemplaires

3
Pierre Mauroy
Editorial

4
L'avenir des écologistes

5



Louis Mermaz
Nouveau climat

6
Michèle André
Droits des femmes

7
Divorcer en 1789

12
Au Venezuela

13
La Hongrie bouge

15
Voir Poitiers

LE PLUS BEAU MUSEE DU MONDE



Après cent ans de profond sommeil, la belle s'éveille. François Mitterrand a fait de la rénovation du Louvre l'un des grands chantiers de son septennat. Pour relier l'histoire et le présent au futur, la pyramide voisine avec l'ancienne demeure des rois de France et l'un des plus grands musées du monde (lire page 8).

Collection Jean-Jaurès

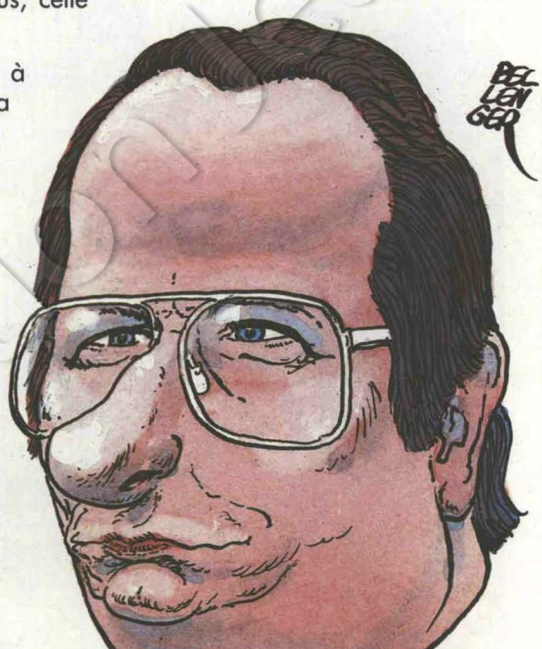
MUNICIPALES

Michel Delebarre : dynamiser Dunkerque

En enlevant la mairie de Dunkerque, Michel Delebarre a réussi un bel exploit. La ville a placé beaucoup d'espoirs dans le ministre qui dispose désormais d'un solide ancrage local.

Etait-ce un signe ? Delebarre rime avec Jean Bart. Pourtant, quand le ministre des Transports et de l'Equipement a décidé de partir à l'abordage de Dunkerque, la ville du célèbre corsaire, il était loin d'être en position de force. Il s'attaquait à forte partie. Solidement implanté depuis 23 ans, le maire, Claude Prouvoyeur (CNI), semblait indéboulonnable. Son expérience plaidait pour lui. Mais, à la surprise générale, ces élections ont sonné le glas de ces notables, placides, collectionneurs de mandats municipaux. Elles ont donné le pouvoir à une nouvelle génération d'élus, celle des 30-40 ans.

Exit Claude Prouvoyeur. Place à Michel Delebarre (43 ans). Sa victoire, le ministre l'a remportée à l'arraché. A l'issue du premier tour, il accusait un retard de 500 voix sur son adversaire. Ces suffrages, il les a conquis un à un en une semaine. Porte à porte, réunions d'appartements, tours de marchés, discussions avec les décideurs économiques locaux, rien n'a été négligé. Une campagne de terrain méthodique, acharnée, qui a mobilisé une partie des abstentionnistes du premier tour, et a permis à Michel Delebarre de renverser la vapeur en l'emportant avec 116 voix d'avance. "Nous avons gagné parce que nous avons réalisé un très large rassemblement débordant les clivages politiques".



Il faut maintenant consolider nos positions

Union de la gauche et ouverture dans le cadre de la majorité présidentielle, telles sont les deux caractéristiques de la liste conduite par Michel Delebarre, fidèle reflet de la stratégie actuelle des socialistes. En effet, on y trouvait, outre des socialistes, des communistes, des rénovateurs, des écologistes, des radicaux et des personnalités économiques locales. C'est donc cette dynamique qui a fait du ministre des Transports et de l'Equipement le maire de Dunkerque. "Il faut maintenant consolider nos positions, explique-t-il. Nous avons six ans pour réussir, mais on ne nous pardonnera aucun faux-pas". A Dunkerque, les espoirs suscités par Michel Delebarre sont importants, car dans la perspective de l'échéance européenne de 1993, la concurrence avec les ports belges et hollandais est très redoutée. En élisant un maire, la population, et surtout les décideurs économiques, ont également choisi un ministre qui saura plaider la cause de sa ville à Paris.

Toutes les cartes pour de nouvelles ambitions

Cette victoire marque certainement un tournant dans la carrière politique de Michel Delebarre. Car il ne la doit à personne d'autre qu'à lui-même et à l'équipe de socialistes locaux qui l'ont aidé.

Déjà élu député du Nord en 1986, il renforce ainsi son ancrage local, indispensable légitimité pour un responsable politique d'envergure nationale.

Jusqu'à présent, il avait fait ses preuves au gouvernement. Son aptitude à avaler les dossiers et à organiser le travail, son autorité, avaient fait du secrétaire de la mairie de Lille un directeur de cabinet efficace du Premier ministre Pierre Mauroy, puis un ministre compétent. Inconnu il y a sept ans, Michel Delebarre a su s'imposer tant à la classe politique qu'à la haute fonction publique dont ce diplômé de géographie n'est pourtant pas issu.

Bénéficiant désormais de l'onction populaire, il dispose de toutes les cartes dans son jeu pour de nouvelles ambitions. Il ne lui déplairait pas, sans doute, de revenir à Matignon, mais en véritable maître des lieux.

Quant aux socialistes, avec les victoires de Michel Delebarre, d'Alain Carpentier à Maubeuge et de Jean-Pierre Balduyck à Tourcoing, ils accentuent leur domination dans le département. Décidément, ils ne sont pas près de perdre le Nord...

Jean-Pierre Bedeï

Européennes, déjà

Plus de 420 candidats, dont Laurent Fabius tête de liste pressenti, pour 81 places et trente élus environ. Les élections présidentielles ont rapidement pris le ralis des municipales pour l'appareil comme pour les militants. Ces derniers vont recevoir la liste proposée par le Comité Directeur qui se réunit le 4 avril. Après débats dans les sections et les fédés, la convention des 22 et 23 avril en fixera la composition. Le manifeste sera également discuté et arrêté aux mêmes dates. Procédures longues sans doute, mais le Parti socialiste respecte la démocratie interne...

Vendredi
10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.78.48
Télex : 200 174 -Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligman

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétariat : Taoufik Khatib

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :
Directeur : Jacques Goubin
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Chopin - Massy

N° Commission Paritaire : 70.894

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Sipa Press - Nffma (p.4); Gamma - G.Noël-Figard (p.6); RMN (p.9); Sipa Press - Mitt. (p.9); RMN (p.8); Sipa Press - Chesnot (p.12); Gamma - Eric Vandeville (p.12).

Ce numéro a été tiré à 261.000 exemplaires

DEUX VICTOIRES

Jacques Fraisse : pour une réflexion globale

Pour un Delebarre ou une Trautmann, ils sont cent, mille inconnus à avoir conquis des mairies, contre toute attente. Un coup de chapeau à ces vainqueurs de l'ombre avec Jacques Fraisse, à Saint-Hilaire-de-Riez.

En Vendée, terre catholique et conservatrice, les mairies ont longtemps été regardées par la gauche comme autant de citadelles imprenables. A Saint-Hilaire-de-Riez, Jacques Fraisse, 48 ans, a gagné le combat et fait tomber un bastion que la droite tenait depuis plus de cinquante ans.

"Patience et longueur de temps...", la maxime s'applique parfaitement à la stratégie de Jacques Fraisse. Candidat en 1977 et 1983, il avait réuni sur son nom près de 38% des suffrages. 43% lui ont permis cette fois d'accéder au fauteuil de maire. Médecin depuis 20 ans, il reconnaît que son métier, son image d'homme proche des gens l'a servi : "J'inspire confiance aux habitants parce que je sais les écouter. Ils apprécient le côté attentif du médecin et peut-être l'ont-ils transposé sur le plan électoral". Calme et modéré, patient et tenace, mais aussi curieux et profondément démocrate, tels sont les mots qui définissent la personnalité de Jacques Fraisse : les premières clés de la victoire.

Et puis, même en Vendée, le socialisme ne fait plus peur : dans l'ensemble du département, la gauche a amélioré ses scores de 5 à 10%. Phénomène renforcé à Saint-Hilaire, par l'arrivée massive de jeunes et de retraités de la région parisienne. Pourtant, là comme dans d'autres communes, il n'est pas toujours simple de constituer une liste : "Les gens craignent d'afficher une étiquette politique, cela est particulièrement vrai pour les communistes qui tiennent à garder une certaine neutralité".

Face à la gauche, la droite s'est avancée en ordre dispersé. En plus de la liste du maire sortant, une autre, "apolitique", prétendait incarner la somme des mécontentements locaux. "Par comparaison, la fidélité des socialistes à l'égard des communistes a été remarquée", avoue Jacques Fraisse.

Le nouveau maire sait qu'il n'a pas le droit de décevoir ceux qui l'ont élu. Il est décidé à remettre au goût du jour les termes communication ou participation, ignorés par la précédente équipe municipale. "La commune est en retard dans beaucoup de domaines : environnement, culture, emploi. Aucune réflexion globale n'a été menée".

Sur le bureau de Jacques Fraisse, un gros dossier : la construction d'un port de plaisance. Un projet qui devrait permettre de compenser le manque d'animation hors saison. Alors bonne chance, Jacques, et encore bravo !

M.T.

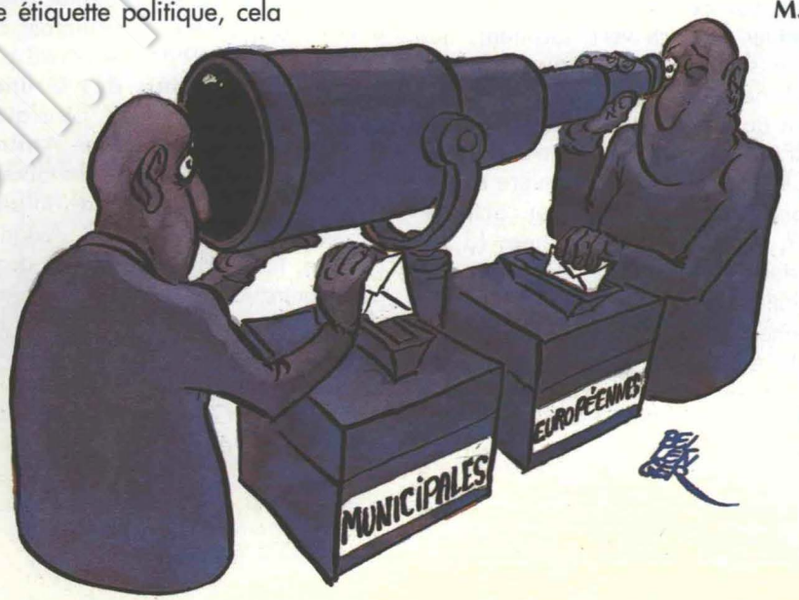
Saint-Hilaire-de-Riez en Vendée

Ville du littoral à 14 km de la plage

7.000 habitants l'hiver mais 90.000 l'été

2e commune de France pour la capacité d'accueil de ses hôtelleries de plein-air (campings, colonies de vacances)

5e pour la capacité d'accueil de l'ensemble de ses équipements touristiques (campings, hôtels, locations, logements chez l'habitant).



EDITORIAL

Dixième Plan

De 1986 à 1988 la droite avait voulu voir dans le Plan le symbole de la prééminence de l'Etat sur l'économie. Elle piétina le 9ème Plan, réduisit le Commissariat au Plan, bouscula les contrats de plan avec les entreprises. Au demeurant, cette mise à l'écart ne paya point. Chez les professionnels, chez les partenaires sociaux, dans les milieux économiques, on s'inquiéta. Pourquoi crier haro sur l'administration précisément en charge de l'avenir ? La plupart des entreprises ont elles-mêmes des directions du Plan et de la stratégie. Et tous les pays industrialisés planifient sous des formes diverses les grands mouvements de leur économie : Plan et MITI au Japon, grands instituts de prévision ou aide pluri-annuelle à la recherche militaire aux Etats-Unis, régulation par le système bancaire en Allemagne.

La droite remisa donc ses intentions idéologique et nous héritâmes en 1988 d'un terrain en jachère. Dès lors, l'immense mérite du gouvernement Rocard est d'avoir repris la gouge et le marteau pour sculpter un nouveau plan.

Xème Plan ? Le projet présenté par le gouvernement souffre de lacunes et de défauts de perspective auxquels il conviendra de pallier à l'occasion du débat parlementaire.

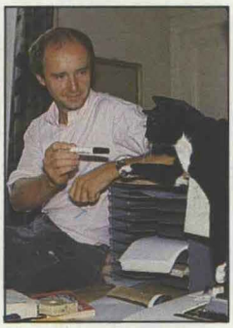
Lacune, l'absence de prévisions macro-économiques affichées. Lacune, la disjonction entre Plan national et contrat de plan avec les régions. Lacune enfin, la négligence des liens contractuels avec les grandes entreprises nationales.

Défaut de perspective que cette priorité donnée à la seule rigueur salariale comme fondement d'une politique d'investissement. Défaut de perspective que d'opposer modernisation économique et modernisation sociale. Défaut de perspective que cette frilosité envers la société d'économie mixte.

Le Plan est avant tout l'occasion d'un débat national. Les socialistes sauront y participer et lui apporter leur touche personnelle. Un plan, oui, mais un plan bien défini.

Archives Jean Jaurès

Comme en Allemagne fédérale ou comme en 1977 ?



Brice Lalonde

de 1977 à 1989...

Andrée Buchmann



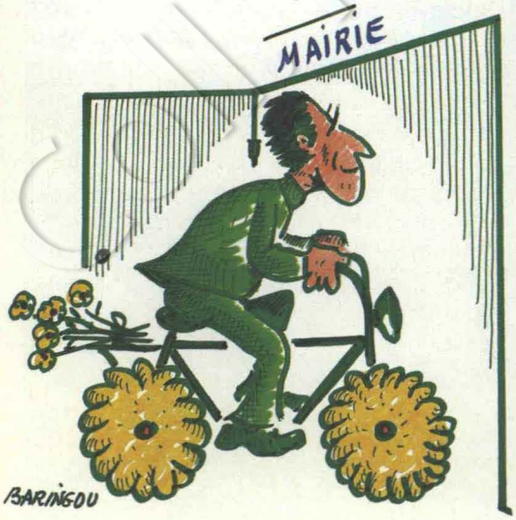
1.369 élus aux municipales. Au second tour, 19,5% des voix à Limoges, 22% à Saint-Brieuc, 24% à Colmar. La France se mettrait-elle au vert ? Ou les écologistes du printemps ne seront-ils, comme en 1977, qu'un feu de paille ?

Déjà à cette époque, il y avait eu percée : si on compare les résultats des écologistes, non avec ceux -mauvais- de 1983, mais avec ceux de 1977, on s'aperçoit que, sur trente et une villes où ils étaient présents, ils font mieux en 1989 dans seize, mais moins bien dans quinze (dont Paris, Lyon et Marseille). La chance pour eux est que, cette fois, la proximité des européennes les fait rebondir sur un scrutin a priori très favorable : les premiers sondages faits à la sortie des urnes les créditent d'un flatteur 12% pour le 18 juin.

Va-t-on voir les Verts s'implanter durablement comme l'ont fait leurs homologues allemands ? La réémergence de l'extrême-droite à Berlin et à Francfort, le succès écologiste aux municipales françaises ne rapprochent-ils pas la situation politique de la France de celle de l'Allemagne ? Il faut y regarder de près.

L'écologie politique en RFA

L'écologie politique s'est développée en Allemagne par maturation d'un mouvement social. Au cours des années 70, dans une société marquée par la floraison de la vie communautaire, naissent les Bürgerinitiativen (initiatives de citoyens), sortes de comités locaux, généralement lancés en dehors des partis pour résoudre un problème particulier. Ce mouvement multiforme et décentralisé draine des aspirations diverses, mal prises en charge par les grands partis. Au travers de la protection de l'environnement et de la défense du consommateur s'expriment des revendications majoritaires : à la fin des années 70, 85% des Allemands se disent favorables aux Bürgerinitiativen. C'est sur ces bases que devait se constituer le Parti vert (Grünen), qui trouve son point d'appui dans le pacifisme de la jeunesse allemande. Grâce au mode de scrutin en vigueur en RFA (proportionnel avec seuil de 5%), les Verts font une première entrée au parlement de Brême en octobre 1979. Après quelques échecs (3,2% aux européennes de 1979, 1,5% aux législatives de 1980), ils investissent la parlement national (5,6% des voix, 28 élus) et, malgré les augures, conserveront des députés aux législatives de 1987.



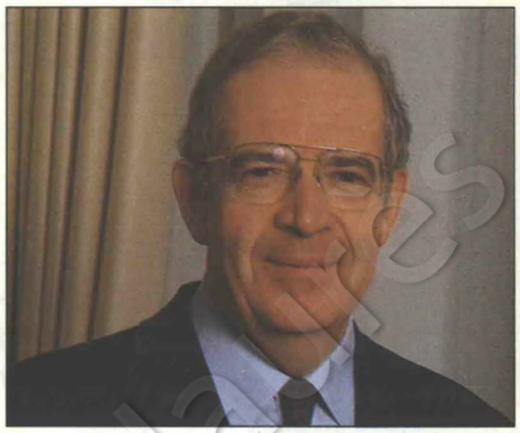
En France, l'absence de force sociale équivalente (il n'est que de comparer les maigres mobilisations de l'après-Malville aux grandes manifestations contre les Pershing) fragilise davantage le mouvement écologiste. Mais les thèmes traditionnels des Verts - défense de l'environnement, transparence de la vie politique- sont aujourd'hui porteurs. La reprise de la croissance, le sentiment -un peu rapide- dans certaines couches de la population que le chômage est derrière nous, la prise de conscience des risques qu'encourt la planète, contribuent aux succès des Verts. La conjonction dans le vote écologiste d'une dissidence de gauche et de réflexes centristes n'est pas à écarter. Brice Lalonde souligne qu'ils peuvent prendre la place d'un centrisme confus et hésitant. Si le Parti socialiste, crédité d'une meilleure adaptation aux évolutions de la société, a moins souffert que le SPD d'une déperdition au profit des écologistes, le danger demeure pour lui que les Verts ne trouvent des supporters "dans des groupes relativement éloignés du processus de production, par exemple chez les nouveaux employés et dans certaines catégories de la fonctions publique" comme l'a observé, en Allemagne, le politologue Klaus von Beyme. C'est probablement ce qui s'est, en partie, passé aux municipales.

Quels enseignements pour la France ?

Au sein du mouvement écologiste, le débat se posera-t-il dans les mêmes termes que chez les Verts allemands ? Les fondamentalistes ("fundies"), hostiles à toute alliance avec le SPD, ont perdu la majorité (qu'ils détenaient depuis la fondation du Parti vert en Allemagne), au profit des réalistes ("réalos"), partisans d'un compromis négocié avec les socio-démocrates : un gouvernement SPD-Verts (comme à Francfort ou Berlin), après les législatives de 1990, ne relève plus de l'utopie. Mais aucun des courants des Grünen ne propose des négociations tous azimuts, donc avec la droite, comme le laisse parfois entendre Antoine Waechter. Les municipales ont montré la diversité d'attitudes des écologistes français : accord au premier (Dunkerque) ou au second tour (Lille, Aix, Avignon, Talence) avec la gauche, fusion avec des divers-droite (Six-Fours dans le Var) contrastant avec la ligne majoritaire de maintien ou de retrait sans désistement. Quels enseignements tireront ceux qui ont accepté des responsabilités de gestion, comme René Uguen, auprès du socialiste Bernard Poignant à Quimper et ceux qui, comme Andrée Buchmann à Strasbourg, se cantonnent dans l'opposition ? Passées les européennes, le débat risque d'être animé...

Bernard Chaouat

Louis Mermaz : "Un climat nouveau"



A quelques jours de l'ouverture de la session parlementaire, "Vendredi" a demandé à Louis Mermaz, président des groupe socialiste à l'Assemblée nationale, de faire le point sur la situation politique et de présenter la prochaine session.

Les résultats des municipales ne sont pas de nature à modifier le rapport de forces au sein de l'Assemblée nationale, mais ne donnent-ils pas un coup de pouce au gouvernement ?

Incontestablement, les résultats des élections municipales sont un succès à la fois pour le gouvernement et pour le Parti socialiste. Le palmarès est remarquable, avec un gain de 64 villes de plus de 9.000 habitants, dont 21 de plus de 20.000 habitants, une extraordinaire moisson dans l'Ouest, réédition des succès de 1977, et la victoire de Catherine Trautmann à Strasbourg.

Au contraire, l'opposition du fait de ses divisions et de l'hémorragie provoquée à son flanc par le Front national a très sensiblement reculé.

Bien sûr, cela ne change pas le rapport des forces au sein de l'Assemblée nationale, mais devrait créer un climat nouveau. Les socialistes voient leur autorité renforcée dans le pays et disposeront d'une audience plus grande à l'heure de la décentralisation. Les parlementaires, quant à eux, s'efforceront, comme pendant la précédente session, de rassembler autour des grands textes de loi qui vont leur être soumis, même si la proximité des élections européennes risque de tendre les relations entre les groupes.

Pour la première vraie session -non budgétaire- de cette législature, quelles grandes réformes les socialistes vont-ils mettre en chantier?

La réforme qui dominera sera présentée fin juin devant l'Assemblée nationale. Il s'agira de la loi d'orientation de l'enseignement, qui vise à moderniser et à renforcer l'Education nationale, tout en revalorisant la fonction enseignante, afin de préparer les jeunes aux transformations culturelles et technologiques qui s'accélèrent. Pour l'avenir du pays, c'est par excellence l'enjeu des temps modernes. D'autres textes importants viendront en discussion. Le Xe plan qui doit répondre à une triple exigence : une juste répartition des fruits de la croissance, le recours à la société d'économie mixte, la dimension européenne. Seront aussi examinés : la réforme de la Commission des opérations boursières; la réduction de certains noyaux durs, mais avec le souci de protéger les grandes entreprises françaises des raiders; la prévention des licenciements économiques; le projet de loi sur les loyers, dont la hausse depuis quinze mois pose un problème social considérable, notamment dans la région parisienne et dans plusieurs grandes villes; enfin, des dispositions sur le financement du logement.

La fondation d'un groupe "Association des démocrates" va-t-il amputer, d'une manière préjudiciable le groupe socialiste d'une partie de ses forces ?

Absolument pas. La constitution de ce groupe n'aura pas d'incidence parlementaire et n'aura pas de conséquence sur la taille ou le fonctionnement du groupe socialiste. Pour le pays, les socialistes ne peuvent être que favorables à tout ce qui conforte la majorité présidentielle. Le projet fondamental des socialistes ne sera en rien altéré par telle entreprise allant dans le sens d'un vaste rassemblement autour de l'action du président de la République.

Le pouvoir d'initiative des députés peut-il être réactivé et dynamisé? Et le succès des écologistes peut-il donner des idées aux socialistes en matière d'environnement ?

Le pouvoir d'initiative des députés, est une question qui se pose depuis les débuts de Ve République. Jusqu'à présent, elle n'a guère reçu de réponse satisfaisante.

Par exemple, ne serait-il pas bien venu de la part du gouvernement de laisser les députés prendre l'initiative en matière de regroupement des élections ? C'est un domaine qu'ils appréhendent plutôt bien. Ne sont-ils pas à même d'apprécier, à partir de leur expérience, les causes de la montée de l'abstentionnisme ? La fréquence des consultations électorales n'est sûrement pas la raison principale de l'augmentation du nombre des abstentions, mais elle y contribue. Quant au succès des écologistes, il tient à mon sens à un double phénomène. D'abord, ils posent de bonnes questions, lorsqu'ils s'inquiètent des agressions de plus en plus graves contre les ressources naturelles de la planète. D'autre part, dans une période de recomposition politique, les électrices et les électeurs qui votent écologiste, s'abstiennent ainsi de choisir. Ils participent certes aux élections, mais se mettent un peu en réserve.

Le recul du PC ne met-il pas cette formation en situation d'agressivité par rapport au gouvernement ? A l'Assemblée, tout d'abord.

Le Parti communiste est en quête à la fois d'identité et de vocation. Il s'affirme aujourd'hui comme le défenseur par excellence des déshérités. En revanche, il a plus de difficultés à incarner une vision d'avenir de la société et de la politique françaises.

Les socialistes, eux, se veulent porteurs d'un tel projet, mais n'ont pas l'intention non plus d'abandonner le terrain de la lutte contre les inégalités. Nous sommes très différents, mais sur le terrain social, nous nous trouvons en situation de concurrence. Cependant, ne serait-il pas souhaitable que le rassemblement à gauche, qui n'est pas chose aisée à l'heure actuelle, mais qui demeure nécessaire, ait sa traduction le plus souvent possible au plan parlementaire ? Je souhaite que ce ne soit pas là un vœu pieu, ni un espoir reporté à une échéance trop lointaine. ■

Et si l'issue venait des Corses ?

Trois semaines de grève des fonctionnaires sans qu'une issue semble trouvée dans les négociations entre gouvernement et syndicats. Et pourtant, au delà de cette crise, la plus grave et la plus longue connue par l'île, des portes de sortie existent. Devant l'assemblée régionale, Nicolas Alfonsi a proposé le prélèvement de 7 à 8% sur l'aide à la continuité territoriale versée chaque année par l'Etat à la Corse, soit 50 à 60 millions de francs, pour venir en aide aux iliens défavorisés par un coût de la vie supérieur de 15% à celui du continent.

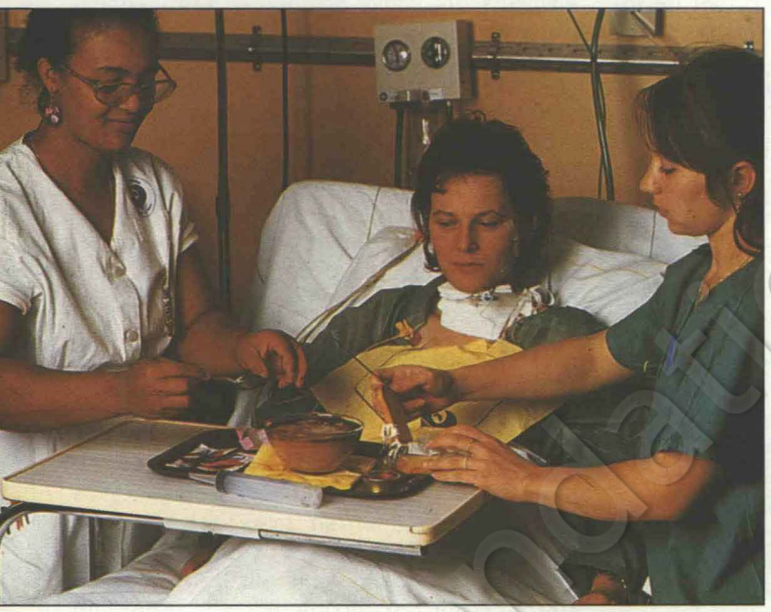
SOCIETE

Faire évoluer, avec elles, la société française

Après les beaux succès qu'elles ont remportés aux élections municipales, Michèle André, secrétaire d'État aux Droits de la femme, indique quels seront les prochains combats des femmes et pour les femmes.

Quelle est la principale attente des Français aujourd'hui?

L'égalité des chances et de traitement dans la formation et l'emploi. C'est une action prioritaire à mes yeux. Essentielle pour que les choses bougent. Elles sont d'ailleurs en train de bouger. Les nouvelles générations de femmes qui arrivent sur le marché du travail ont souvent un niveau de formation initiale et de qualification plus élevé que celui de leurs aînées. Elles entendent suivre une carrière normale et revendiquent, pour cela, le droit à l'égalité des chances et à la mixité des métiers.



C'est pourquoi il est urgent de réactiver la mise en application, dans les entreprises privées, mais aussi dans le secteur public, de la loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de développer les "plans d'égalité" peu soutenus, entre 1986 et 1988, par le gouvernement Chirac.

Dans le même esprit, je viens de mettre sur pied un réseau d'entreprises qui s'engagent à promouvoir la situation des femmes qu'elles emploient par un contrat moral signé avec mon secrétariat, qui s'engage, lui, à valoriser l'action de ces entreprises. Trois cents contrats ont déjà été signés. Ce réseau doit s'étendre.

En outre, je mets à la disposition des femmes fondatrices d'entreprises qui ne peuvent obtenir facilement une aide financière un fonds de garantie leur permettant de démarrer ou d'investir. D'évidence, les femmes feront la preuve qu'elles peuvent fonder et gérer une entreprise... Enfin, j'entends faire retrouver tout son rôle au Conseil supérieur de l'égalité professionnelle, dont je présiderai prochainement la séance de rentrée solennelle. Il y a une réflexion à mener sur le travail féminin et son évolution aujourd'hui, notamment dans les nouveaux métiers du tertiaire où les femmes ont fait une entrée récente mais impressionnante... Le travail de nuit, comme le travail à temps partiel, qui m'apparaît souvent comme un piège, sont autant de sujets à aborder ou à repenser.

En ce qui concerne la formation, initiale et continue, on observe également certaines évolutions, inégales selon les tranches. Quelle est votre politique en ce domaine ?

Il est vrai qu'il y a des évolutions, mais, elles sont encore insuffisantes. Les jeunes filles s'orientent encore souvent vers les secteurs traditionnels menacés et leur progression est lente dans les professions d'avenir, même si leur taux de réussite scolaire est supérieur à celui des garçons (54% de bachelières).

J'ai donc engagé une politique volontariste de diversification de la formation initiale et continue. C'est la seule façon de faire reculer le taux de chômage des femmes en constante augmentation et de lutter contre la précarité des emplois (sur trois smicards, deux sont des femmes). Pour la formation initiale, je mène une concertation avec le ministre de l'Education nationale pour que ce qui est spécifique à l'orientation des jeunes filles soit mieux pris en compte. Pour la formation continue, des actions pilotes sont mises en place aux plans national et régional. Enfin, je veille à ce que l'accès des femmes au dispositif commun soit amélioré (on compte seulement 26% de femmes dans les stages AFPA). De même, faut-il diversifier la formation et les emplois dans les contrats de plan Etat-région.

Tout cela se fait en étroite collaboration avec les déléguées régionales, qui sont le relais de ma politique sur le terrain.

Pensez-vous qu'il y a d'autres combats à mener pour les femmes en cette année du bicentenaire ?

Oui, celui de la dignité. Tout n'est pas encore acquis en ce domaine. Cela passe d'abord par l'information. Faute de moyens, quatre-vingt- deux centres d'information des droits des femmes (sur deux cent-vingt-cinq) sont en panne. Pourtant, il s'agit d'un secteur essentiel qui

12 et 19 mars 1989

Les femmes têtes de liste élues

- Villes de plus de 20.000 habitants

PS : 5 - PCF : 0 -Droite : 0

- Villes de 9.000 à 20.000 habitants

PS : 6 - PCF : 0 -Droite : 0

Collection Fondation Gabriel Péri

doit subsister : la connaissance est la base de l'autonomie et de la liberté ! Il faut poursuivre l'information sur la contraception, notamment auprès des jeunes, même si les femmes des champs y ont désormais autant recours que les femmes des villes... Un chiffre satisfaisant : le nombre des interruptions volontaires de grossesse (IVG) est en diminution.

La dignité des femmes passe aussi par le respect de leur intégrité corporelle. Je pense particulièrement au viol, et au harcèlement sexuel dans l'entreprise (le droit de cuissage). A peine 20% des viols sont déclarés, mais les femmes en parlent davantage. Je souhaite constituer une commission sur les violences, constituée de femmes et d'hommes, professionnels de ces questions. En ce qui concerne le droit de cuissage, je vais faire confectionner un dépliant, indiquant les endroits où les femmes -et elles sont nombreuses, doublement victimes des assauts du harcèlement et du licenciement- pourront en parler avant d'être licenciées. Ce document devrait pouvoir être affiché dans les entreprises, sur les panneaux syndicaux, par exemple. Voilà un problème qui pourrait s'atténuer, sinon disparaître complètement, avec le développement de la mixité des emplois...

Vous êtes sûrement satisfaite des résultats des élections municipales, notamment parce qu'un certain nombre de femmes ont remporté de belles victoires...

Tout à fait. Une brèche vient d'être ouverte, par cette élection, dans cette forteresse masculine qu'est encore la classe politique française. Je pense que l'expérience municipale est un bon point de départ vers une carrière politique.

Je vais d'ailleurs éditer une "Charte du maire" qui opérera un classement des maires (hommes et femmes) en fonction de l'importance du rôle confié aux femmes dans leur mairie. Ce classement sera publié et assorti d'étoiles. Il y a encore cependant un long travail à faire pour que les femmes s'engagent plus activement dans la vie politique. L'égalité professionnelle progressant devrait favoriser une plus forte présence des femmes dans la vie publique. Elles doivent aujourd'hui accéder aux centres de pouvoir et de décision qui leur sont encore quasiment inaccessible dans la vie politique comme dans la vie économique.

C'est le rôle de mon secrétariat d'être solidaire des femmes et de faire évoluer, avec elles, la société française.

Propos recueillis par
Ghislaine Toutain



Michèle André

Elle a quarante-deux ans. Engagée au Parti socialiste depuis une douzaine d'années, elle assuma quelques temps la responsabilité du secteur Femmes au sein de la fédération PS du Puy-de-Dôme, avant d'être déléguée régionale aux Droits de la femme entre 1981 et 1983. Maire-adjoint au Sport à la mairie de Clermont-Ferrand, elle est nommée secrétaire d'Etat aux Droits de la femme dans le gouvernement de Michel Rocard. Elle vient d'être réélue sur la liste du maire sortant de Clermont-Ferrand.

Le divorce

Un désir de liberté, une volonté d'émancipation et, déjà, une revendication de l'amour dans le mariage, le droit au divorce était dans le courant des idées de 1789.

La législation d'Ancien régime qui imposait des règles strictes pour le mariage n'admettait que la séparation de corps et ne connaissait pas le divorce.
Les cahiers de doléances ne s'en plaignaient pas. Pour les hommes et les femmes de 1789, le bonheur passait toujours par "une union stable" et le mariage incarnait "une sécurité affective et une tranquillité économique".
Pourtant, les archives judiciaires montrent des couples désunis par la peur des maladies vénériennes en grand développement, par la disparition dans les "brumes du lointain" de l'époux parti pour gagner sa vie. Souvent lassées d'être battues, des femmes quittaient le domicile conjugal. Enfin, la Révolution, l'émigration, la guerre, déstabilisaient de nombreux couples.

La loi du 20 septembre 1792

Aussi, l'Assemblée constituante reçut-elle de nombreuses lettres réclamant le divorce. Le besoin de liberté et d'égalité poussait les nouvelles autorités à l'établir. Certains députés faisaient remarquer que s'engager pour la vie "c'était aliéner sa liberté", que sous prétexte de morale, l'ancienne législation favorisait "les scandales et le désordre" puisque les personnes séparées de corps ne pouvaient se remarier. Enfin, comment ne pas autoriser les catholiques à divorcer alors que les religions juive et protestante l'admettaient? Malgré ces arguments, la Constituante n'osa pas se prononcer et c'est la Législative qui, après de longs travaux, institua le divorce le 20 septembre 1792.
Les époux pouvaient se séparer par consentement mutuel, pour incompatibilité d'humeur et de caractère ou dans sept cas bien déterminés : la démence; la condamnation à des peines infâmantes; les crimes, sévices ou injures graves; le dérèglement notoire des mœurs; l'abandon du domicile par un des époux; l'absence sans nouvelles depuis cinq ans; l'émigration. La procédure était rapide pour les sept cas et plus longue pour les autres. Il fallait au maximum un an et au minimum un jour.
Les divorces, nombreux de 1793 à 1795, se réduisirent comme peau de chagrin, surtout après 1803.

En attendant le Code civil

Assez fréquemment, les demandes furent le fait des femmes (70% à Toulouse, Metz, Rouen), utilisant tous les motifs et en particulier ceux de l'absence, de l'abandon du conjoint et des mauvais traitements. Il s'agissait d'une réaction à l'infériorité légale et sociale qu'elles subissaient dans le mariage.

Le phénomène concerna moins les villages que les villes où les "divorceuses" pouvaient plus facilement trouver une chambre garnie et un emploi. A la campagne, en perdant son domicile, la femme perdait son seul moyen de vivre.
Après le divorce, chaque époux recouvrait sa liberté et pouvait se remarier au bout d'un an. Le divorce entraînait la séparation des biens et l'annulation des donations faites pour cause de mariage.
Les enfants pouvaient être laissés au père ou à la mère. Dans le divorce par consentement mutuel ou par incompatibilité d'humeur, les filles suivaient la mère, les garçons, s'ils avaient plus de sept ans, étaient confiés au père. Si le divorce était prononcé pour un des sept cas particuliers prévus, la famille décidait du sort des enfants.
En avril 1794, la Convention facilita encore la procédure en ajoutant qu'un abandon de six mois attesté par six témoins devait suffire. Mais le Code civil, tout en maintenant l'institution, supprima la cause d'incompatibilité d'humeur et restreignit la possibilité de divorcer par consentement mutuel.

Georges Ferré



Liliane et Fred Funcken : "Les Soldats de la Révolution française"

Les auteurs ont acquis leur renommée en rassemblant toute l'imagerie des guerres : scènes de la vie militaire, équipements, uniformes... Pour accompagner cet album magnifiquement illustré sur les uniformes et les armes des soldats de la Révolution, un texte qui est l'histoire au quotidien des hommes, de la vie sur les lignes et à l'arrière. L'histoire de la "levée en masse" jusqu'aux 1.169.000 hommes de 1794.
Casterman, 144 p., 230 F.

LE PLUS BEAU MU

La pyramide a ouvert ses portes de verre, livrant au public les premiers aménagements intérieurs du musée du Louvre. Mais l'aventure qui consiste à restituer toute sa superbe à ce vieil aristocrate est loin d'être terminée.

Des kilomètres de façades, des milliers de pièces en enfilade. Des couloirs à n'en plus finir, où trop de visiteurs se sont égarés, désorientés par des circuits sans logique. Derrière ces murs, des trésors, plus de 250.000 œuvres parmi les plus belles. "De cheminements interdits en haltes impossibles, c'est le public qu'on finissait par tenir à distance. Pour que vive le Louvre, il a fallu l'adapter à notre temps" (1). Très vite, François Mitterrand a pris sa décision : la rénovation du Louvre sera l'un des grands travaux de son septennat.

Huit cents ans d'histoire

En s'intéressant au Louvre, François Mitterrand se comporte en digne successeur des rois, empereurs, présidents qui, depuis la construction d'une immense tour par Philippe Auguste en 1190, ont voulu marquer de leur empreinte cet emblème de la culture française. Prison, arsenal, palais puis ministère, le Louvre a abrité des rois, des savants, des artistes et même des animaux. Au fil des siècles, les grands noms de l'architecture s'y sont attachés : Pierre Lescot, Le Vau, Duban, Visconti... L'idée d'un grand musée germe dès la fin du XVIIe siècle. L'Académie de peinture est logée là et expose ses œuvres. Les critiques et les livrets descriptifs qui les commentent attisent la curiosité de la population. Au siècle des Lumières, le citoyen ne doit-il pas accéder à l'art ? En 1791, un décret de l'Assemblée législative affecte le bâtiment "à la réunion de tous les monuments des sciences et des arts et aux principaux établissements de l'instruction publique". Le musée du Louvre est né. Il ouvre le 18 novembre 1793 et est inauguré par Bonaparte le 18 brumaire an IX (9 novembre 1800).

Le plus beau musée du monde

Telle la Belle au bois dormant, le Louvre semble s'éveiller aujourd'hui après cent ans d'un profond sommeil. Permettre l'accueil d'un plus grand nombre de visiteurs, le redéploiement des collections, rénover le palais et son environnement, sont les objectifs affichés. Ils devront être atteints sous la responsabilité de l'Etablissement public du Grand Louvre, fondé en 1983.

La restauration des ailes du palais bordant la cour carrée, le dégagement des soubassements du donjon et des remparts de la forteresse ont été achevés à la fin de 1985. Une étape fructueuse. Les fouilles ont procuré profusion d'indices sur la vie de nos ancêtres, des objets rares et une pièce exceptionnelle : un casque de parade ayant appartenu à Charles VI. Le toilettage de la cour carrée effectué, vint le tour de la cour Napoléon, au centre de laquelle s'élève désormais une pure et majestueuse pyramide.

Une pyramide transparente

"Je pense qu'il y a certaines formes idéales, qui sont placées hors du temps. La pyramide est une de ces formes. Peu importe qu'elle soit placée dans le désert ou au centre d'une ville." I.M. Peï, l'architecte sino-américain, n'a pas douté un seul instant, malgré les critiques acerbes et passionnées. "J'ai dû innover en respectant des racines presque millénaires", déclare-t-il. Le résultat est là : la pyramide est "aussi changeante et subtile que le ciel de Paris".

Sept mois de traitement des données par ordinateurs ont été nécessaires pour définir l'organisation du réseau de tubes, de nœuds et de câbles qui en forment la structure. Le verre qui l'habille se devait d'être plus solide que le fer, plus transparent que l'eau. Saint-Gobain a mis au point, après de longues recherches, le matériau magique. La pyramide tant décriée est aujourd'hui adoptée. Interrogés, 75% des promeneurs qui viennent la voir lui sont favorables.

Accueillir

C'est un nouveau monde, accessible par la pyramide, qui a été livré au public le 30 mars. Les équipements situés sous la pyramide visent à assurer aux visiteurs un accueil optimal : une librairie, des restaurants et cafés, deux salles de conférences, quatre salles audiovisuelles et un auditorium de 420 places. Enumérons encore : une ouverture horaire plus large, quinze moniteurs vidéo



La salle des Caryatides ▲

(permettant de connaître à chaque moment les possibilités offertes par le musée), huit hôtesses d'accueil pouvant interroger la banque d'informations, un diaporama présentant un choix d'œuvres. Sont organisés différents types de visites (générales, par thème, "une heure, une œuvre"...). Proposés également aux enseignants, des stages, des journées pédagogiques, un service de prêt de matériel documentaire.

Sous la pyramide toujours, deux salles consacrées à

Les musées ont la cote

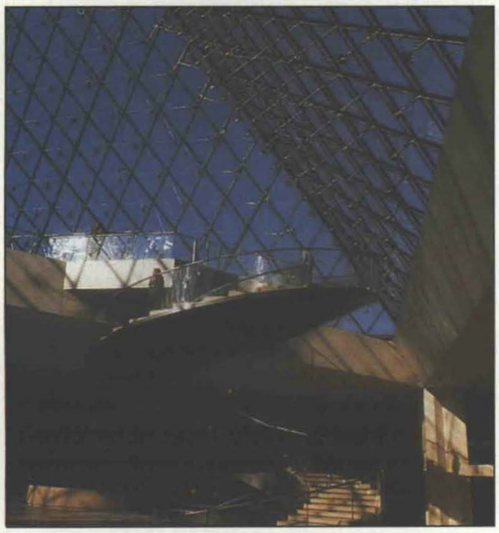
Le musée du Louvre, Orsay témoignent spectaculairement de l'essor que connaissent aujourd'hui la plupart des musées, en province et à Paris. Depuis 1981, 258 chantiers d'aménagement, de rénovation ou de construction ont été réalisés, 186 sont en cours, une trentaine doivent s'ouvrir en 1989 (à Rouen, Angers, Avignon...). Depuis 1982, l'Etat a attribué 900 millions à ces travaux.
Un mouvement de réhabilitation parallèle à l'engouement croissant du public pour les expositions : 36% de visiteurs supplémentaires dans les musées nationaux de 1981 à 1988 (13,5 millions pour la seule année 1988). Qui ne se souvient des longues files d'attente, à l'entrée du Grand Palais, lors de l'exposition sur les impressionnistes en 1985 (460.000 visiteurs, 9.199 en moyenne chaque jour) ? Preuve encore de cette frénésie, la rapidité avec laquelle a été couverte la souscription pour l'acquisition du "Saint Thomas" de Georges Latour, lancée par le musée du Louvre. L'avenir des musées s'annonce souriant.



l'histoire du Louvre, le fossé du Louvre médiéval et un espace de 1.200 m2 réservé à des expositions temporaires. La première d'entre elles s'intitule "Les Donateurs du Louvre".

Mieux-disant artistique

Le redéploiement des collections n'est pas le moindre des travaux d'Hercule qui seront



▲ ...certaines formes idéales... placées hors du temps

accomplis. Les collections doubleront leur surface (passant de 35.000 à 70.000 m2). Cette redistribution prendra près de dix ans. 80% des œuvres vont migrer. La place de chacune d'elles devra être repensée car l'architecture du musée, la personnalité des salles, sont autant de contraintes.

Dès le 30 mars, deux nouveaux espaces muséologiques ont été ouverts : au second étage de la cour carrée, les collections de peinture française (des primitifs au XVIIIe siècle) prennent leurs aises dans douze salles, tandis que deux pièces introductives à leur département (antiquités orientales, peinture française) sont réservées à l'accueil du public. D'ores et déjà, certaines œuvres ont, de manière définitive, été réaffectées dans plusieurs salles.

Le départ tant attendu du ministère des Finances doit être effectif le 14 juillet 1989 et sonnera l'heure du grand chambardement: à partir de ce moment, la valse des collections s'accélérera (voir plan).

Ainsi le département des sculptures bénéficiera d'une surface deux fois plus grande. Il disposera notamment des deux cours des Finances qui, recouvertes, accueilleront les célèbres chevaux de Marly. De même, la série de tableaux commandée à Rubens par Marie de Médicis sera exposée au complet dans une vaste salle située au dessus du passage Richelieu. La plupart des départements seront concernés.

Jusqu'à l'an 2.000

Le Grand Louvre n'en a donc pas terminé avec les maçons, architectes, décorateurs et autres corps de métiers. La seconde tranche des travaux s'étalera quasiment jusqu'à la fin du siècle. Son coût prévisible est de 4 milliards de francs, soit près du double de la première tranche.

La rénovation des façades, des bâtiments, la mise en valeur des pavillons Denon et Mollien seront réalisés en un an et demi.

La transformation en musée de l'aile Richelieu -l'actuel ministère- exigera des travaux équivalents à ceux qui furent entrepris à la gare d'Orsay. Elle sera inaugurée en 1993, pour le bicentenaire de la fondation du musée.



La salle Saint-Louis ▲

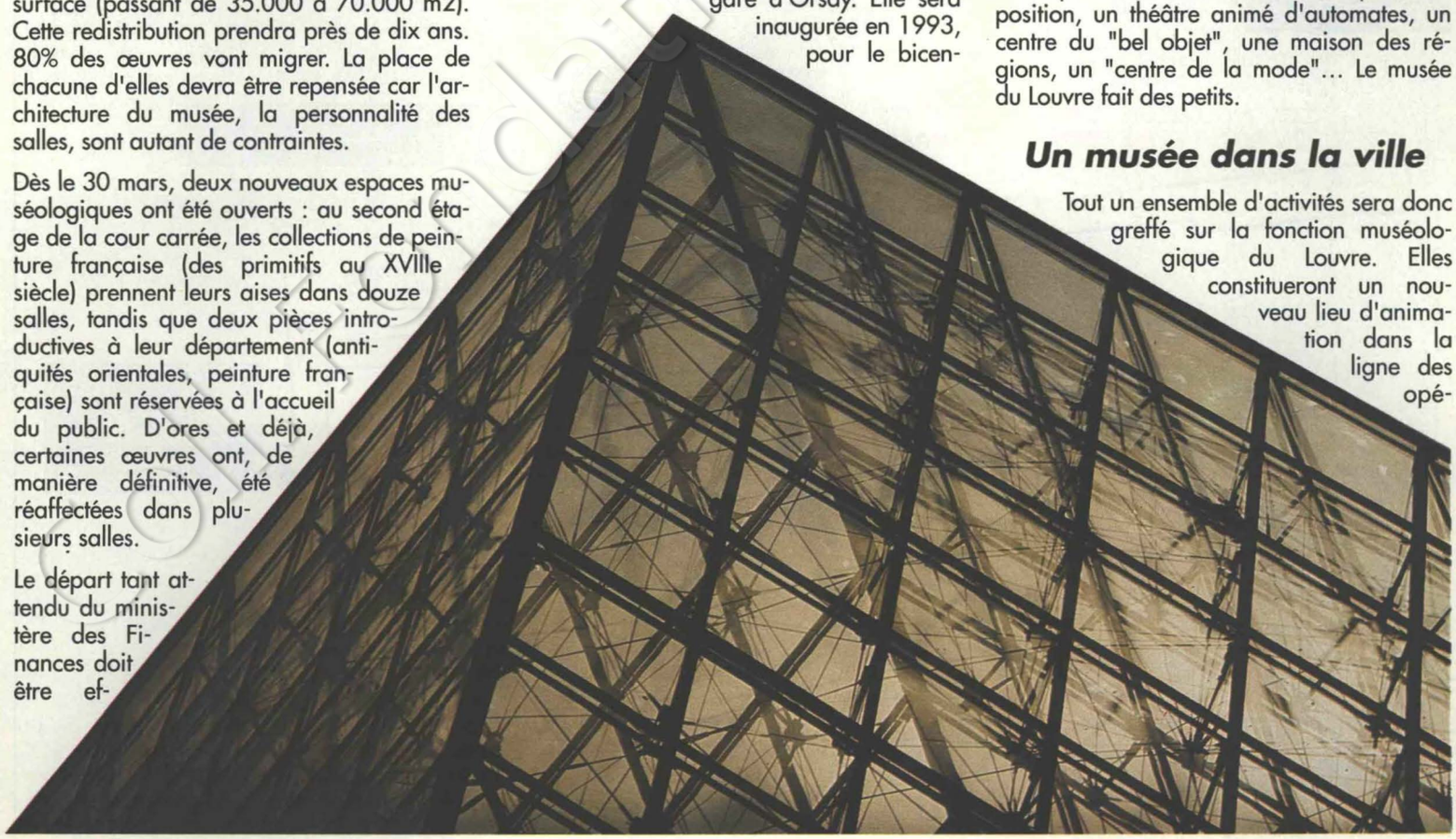
En 1992 seront construits un parc de stationnement et une gare de tourisme entre l'Arc de Triomphe du Carrousel et les ailes de Rohan et de Marsan.

A la fin de la même année, la rénovation de la place du Palais Royal et de la cour du Conseil d'Etat, la reconstitution des jardins du Carrousel et la remise en valeur des jardins des Tuileries seront engagés. En 1993, deux nouvelles galeries verront le jour : l'une reliant la gare et le parc de stationnement à l'espace accueil du musée, l'autre, en sous-sol. Au croisement des deux, une pyramide inversée à l'image de sa grande sœur de la cour Napoléon marquera l'intersection.

Ces lieux abriteront une série d'équipements artistiques et commerciaux : un espace exposition, un théâtre animé d'automates, un centre du "bel objet", une maison des régions, un "centre de la mode"... Le musée du Louvre fait des petits.

Un musée dans la ville

Tout un ensemble d'activités sera donc greffé sur la fonction muséologique du Louvre. Elles constitueront un nouveau lieu d'animation dans la ligne des opé-



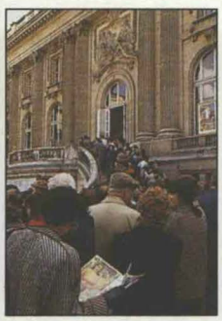
Fondation Jean-Jaurès

LE LOUVRE

Le public du musée du Louvre

(enquête IFOP - 1988)

- En 1988, 3,5 millions de personnes ont visité le musée, dont 1,1 million de Français. Parmi les étrangers, 38% sont Européens, 14% sont Américains ou Canadiens, 7% Japonais.
- 56% de visiteurs passent moins de deux heures dans le musée, 17% plus de trois heures.
- 56% des visiteurs viennent pour la première fois, 19% en sont à leur 6e visite ou plus.
- 19% des visiteurs viennent au Louvre seuls.
- Pour visiter le musée en toute tranquillité, sachez que seuls 9% des visteurs entrent au musée entre 12h30 et 13 h 30; et 2% à partir de 16h30.



▲ *La manière dont on fréquente un musée au XXIème siècle*

rations tendant à faire renaître le cœur, rive droite, de la capitale (Palais Royal, Halles, Marais).

Comme le souligne P.-Y. Ligen (président de l'Etablissement public du Grand Louvre) : "Il ne suffit pas d'accrocher les tableaux en profitant de la place disponible, il s'agit de réfléchir à la manière dont on fréquente un musée au XXIe siècle." La théorie de P.-Y. Ligen "un musée existe dans la ville" rejoint celle d'I.M. Peï pour qui l'architecture est avant tout un art social, tout architecte devant être doublé d'un urbaniste. Le passage Richelieu (du Palais Royal à la cour Napoléon) symbolise cette ouverture réussie du musée sur la ville. Pour s'en convaincre, il suffit de constater l'afflux des promeneurs, flaneurs, nouveaux adeptes de la pyramide, qui, maintenant, arpentent les pavés de la cour Napoléon (30.000 personnes recensées en un seul dimanche de l'hiver 1988). La fonction du musée du Louvre n'est pas seulement celle de la mémoire. "La mémoire n'est pas dissociable du présent", affirme P.Y. Ligen.

Demain, nous n'irons plus seulement au musée du Louvre, mais dans le quartier du Louvre, habité, animé, vivant et superbe.

Maryline Trassard

(1) "Le Grand Louvre, du Donjon à la Pyramide", Editions Hatier. 216 p. 330F

Le Louvre pratique

Heures d'ouverture
- Tous les jours sauf le mardi : de 9 h à 18 h.
- Nocturnes : le lundi et le mercredi jusqu'à 21 h 45.
- Sont ouverts tous les jours de 9 h à 22 h (sauf mardi) :
  - l'auditorium
  - les expositions temporaires sous pyramide
  - les salles de l'histoire du Louvre et les fossés du Louvre médiéval
  - la librairie, le restaurant et le café du musée.

Tarifs

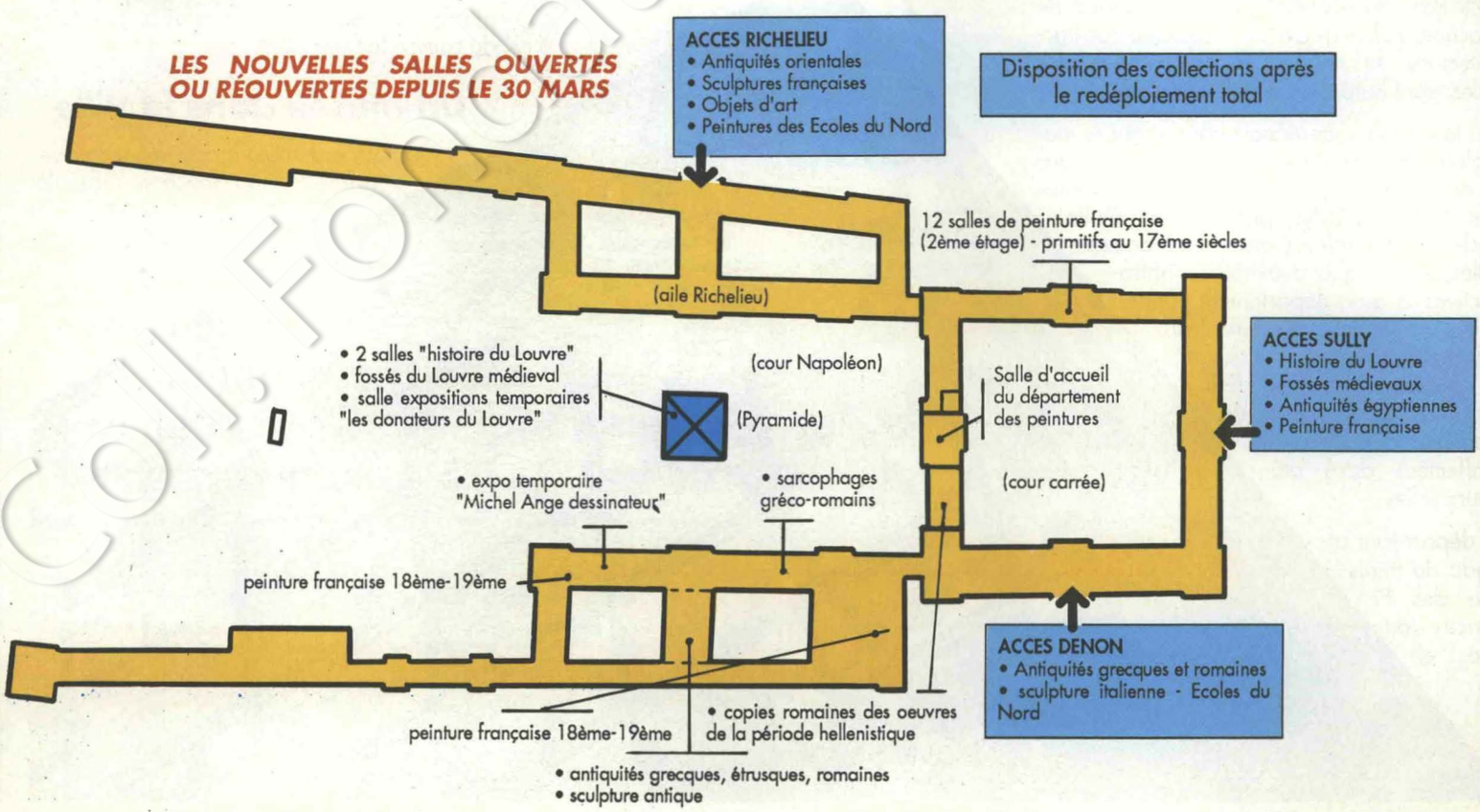
25 F pour adultes
13 F pour les 18-25 ans et pour les plus de 60 ans
Gratuit pour les moins de 18 ans, les "Amis du Louvre", enseignants, élèves des écoles d'arts...

"Amis du Louvre"

Informations et adhésion - Tél : 42 60 70 64
- Entrée gratuite
- Envoi chaque trimestre du programme des activités du musée
- Réductions dans les musées nationaux

Adresse postale : 75058 Paris Cedex 01
Informations visiteurs : 40 20 51 51
Métro : Palais-Royal

LES NOUVELLES SALLES OUVERTES OU RÉOUVERTES DEPUIS LE 30 MARS



Coll. Fondation Dapper - Paris



Je veux une banque moderne, compétente, efficace, à qui je puisse confier les yeux fermés tous mes problèmes de crédit, de placements et d'épargne. Je veux un banquier qui prenne le temps de me recevoir, m'écouter, me comprendre, et qui me recommande les solutions les plus adaptées à mes problèmes personnels, et, bien sûr, les plus avantageuses. Tout cela, je l'ai trouvé au Crédit Mutuel. Le Crédit Mutuel, 5e groupe bancaire français, dispose de toute la puissance nécessaire pour mettre au service de ses clients les technologies bancaires les plus efficaces. Avec le Crédit Mutuel, j'ai trouvé une banque à qui parler.

Crédit Mutuel

Young & Rubicam 87

Collection Jean-Jaurès

Crise en Hongrie



Tout bouge à Budapest. Mais en quelle direction ? Quel est le véritable sens des manifestations du 15 mars ? Bien des aspects sont encore occultés par le jeu des personnes et le poids des appareils. Résumé des chapitres précédents et tentative d'analyse.

En mai 1988, après une année de turbulences, Karoly Grosz remplace Janos Kadar à la tête du PSOH (Parti socialiste ouvrier hongrois). Depuis janvier 1987, la fronde avait gagné les rangs du parti, les réformateurs critiquaient la gestion kadariste, réclamaient des réformes et un vrai dialogue avec la société. Ainsi, en septembre 1987, Imre Poszgay soutient et participe à la constitution du mouvement d'opposition "Forum démocratique". De même, au printemps 1988, la contestation se déplace à l'Assemblée nationale et un jeune député communiste, Zoltan Kiraly, demande la liberté de la presse, une réforme du système politique et une démocratisation du parti. La direction du PSOH avait alors répondu par la fermeté : exclusion des contestataires - dont le député Z. Kiraly-, mises en garde sévères adressées aux réformateurs les plus connus.

Des réformes, mais quelles réformes ?

Aujourd'hui, les difficultés demeurent : crise économique profonde, malaise social persistant, incapacité du parti à mobiliser la population et diminution du nombre de ses adhérents en particulier chez les jeunes. A son arrivée, K. Grosz, nouveau premier secrétaire, se trouva confronté à deux problèmes. Il lui faut canaliser les attentes de la société et endiguer la contestation au sein du parti. Il ne parviendra à freiner ni l'un ni l'autre. Et fin 1988, le Comité central sera le théâtre d'affrontements violents. K. Grosz y sera mis deux fois en minorité. De nombreux clubs, syndicats, associations verront le jour. Provisoirement, un coup d'arrêt est donné le 12 février dernier lorsque le Comité central se prononce, par la voix de K. Grosz, qui s'y était opposé jusque là, en faveur du multipartisme. La crise ouverte au sein du parti est momentanément stoppée. La démission de Stadinger, proche de K. Grosz, et son remplacement par Mathias Szuros, lié à Imre Poszgay, au poste de président de l'Assemblée nationale, en seront les derniers avatars. Mais la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle, prévue au prinemps 1990, fera probablement ressurgir au grand jour les rivalités de personnes. Le principe de réformes est donc posé; mais de quelles réformes s'agit-il ? Là encore, le débat est ouvert non seulement au sein du parti mais aussi avec les groupes oppositionnels.

Recomposition de l'opposition

Dans la compétition entre le pouvoir et l'opposition, la journée du 15 mars (date anniversaire de l'insurrection de 1848 contre l'Autriche) est à considérer comme un tournant. Jusque-là, on ne pouvait évoquer une quelconque concurrence, tant l'opposition était divisée, manquait de moyens et avait du mal à présenter une alternative face au pouvoir.

C'est pourquoi l'appel de Janos Kis (Alliance des démocrates libres) à une "table ronde des mouvements indépendants" est significatif de la volonté de ces groupes de s'ériger en force alternative au PSOH.

Toutefois, si la recomposition de l'opposition s'opère et si un programme commun est élaboré, il lui restera à obtenir un ancrage social. Son handicap est d'autant plus grand qu'elle ne dispose que de peu de moyens et de canaux pour répandre ses idées. La population hongroise est encore silencieuse. De récents sondages démontrent une percée, quoique encore faible, de certains groupes d'opposition. L'enjeu est là.

Dans cette course de vitesse, il est impératif, pour l'opposition, de faire le lien avec les couches de la population touchées par les réformes économiques (ouvriers, employés, paysans, intellectuels). Pour le pouvoir, il s'agit d'assouplir le système politique avant que - comme en Pologne- ne s'opère cette jonction. Il doit également faire la preuve de sa capacité à résoudre la crise économique avant que n'éclate un mécontentement populaire.

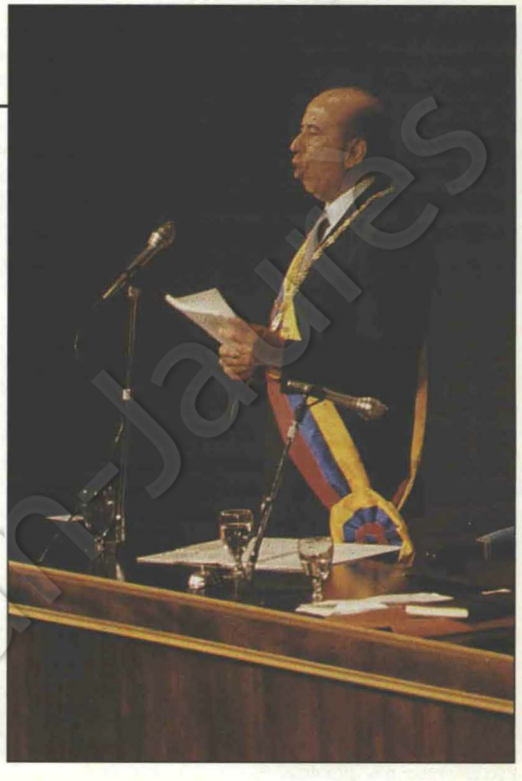
Sonia Mink

Dégel ?

L'URSS n'est pas encore une démocratie parlementaire. Mais ce qui s'est passé autour des urnes soviétiques le 26 avril est un événement de première grandeur. L'élection symbolique de Boris Eltsine - par 89,5% des Moscovites est, en fait, le plébiscite de M. Gorbatchev.
Le plus important est peut-être ce que révèlent, de la même manière que l'élection de Moscou, l'échec retentissant du maire de Kiev, le succès des nationalistes baltes sur les conservateurs, l'élection des candidats verts en Ukraine : le bon usage de leur bulletin de vote dont témoignent les électeurs soviétiques.
70 ans d'élections encadrées; deux générations d'urnes cadenassées et, du premier coup, autant de lucidité et de détermination. Nul ne sait sur quoi déboucheront les transformations actuelles. Mais quel espoir et quelle leçon de confiance !

QUE SE PASSE-T-IL AU VENEZUELA ?

Emeutes et pétrole



Le Venezuela, quatrième grand en Amérique latine, était une démocratie stable depuis 1958. Un exemple pour le sous-continent. Tout a explosé au début du mois. Depuis, l'armée patrouille. Pourquoi ?

Pendant trois jours, les exclus sont descendus des bidonvilles de Caracas pour mettre à sac les magasins. L'intervention de l'armée et de la police a fait des centaines de morts et des milliers de blessés. Ce sont les pires émeutes au Venezuela depuis le renversement de la dictature en 1958.

Cette véritable "jacquerie" urbaine a surpris tous les hommes politiques, dans un pays pourtant bien organisé. Des contradictions ont fait brusquement irruption sous une forme spontanée au tout début du 2e mandat du président social-démocrate Carlos-Andres Perez. Un mois après sa prise de fonction, il a dû suspendre temporairement les libertés publiques et instaurer le couvre-feu.

Pétrole et stabilité

Le Venezuela est un des pays les plus riches d'Amérique latine. Il n'a pas connu jusque-là la crise profonde et multiforme qui touche ses voisins depuis 1982. Grand exportateur de pétrole, il a compensé la chute des prix par une augmentation de la production.

L'inflation est largement inférieure à la moyenne des trois autres grands de l'Amérique latine. La croissance est continue depuis 1984, l'équilibre des comptes extérieurs préservé, le paiement des intérêts de sa dette externe (évaluée à 33 milliards de $) régulièrement honoré sans recours au FMI.

La situation s'est dégradée en 1988. Le boum des importations stimulées par un taux de change avantageux a vidé les caisses de l'Etat. Le gouvernement de Carlos-Andres Perez, comme celui des autres pays endettés, a dû se résigner à un plan d'austérité pour avoir accès aux crédits internationaux.

Comment répartir le coût des politiques d'austérité ? Les hésitations du nouveau président ont pu rassurer les plus riches. Les oubliés de la croissance viennent de signifier que certaines limites étaient atteintes.

"Los cividados"

Malgré une certaine croissance du PNB depuis 1984, la partie de la population vivant dans une situation d'extrême pauvreté est passée de 37% en 1984 à plus de 50% en 1987 selon un rapport officiel. La marginalisation urbaine est effrayante puisque plus de 7 millions de personnes (sur un total de 17 millions de Vénézuéliens) vivent dans des bidonvilles dont le nombre continue à croître d'année en année.

A l'autre bout de l'échelle sociale les 20% les plus riches reçoivent 60 % du revenu total. Ceux-là ont des villas aux USA et des comptes bien garnis dans les banques étrangères. On pense que la fuite des capitaux est l'équivalent de la dette externe du pays. Ces inégalités sont certes moins importantes que dans d'autres pays d'Amérique latine mais elles s'accentuent avec la mise en place des politiques urbaines par le FMI.

Malgré la rente pétrolière, qui assure plus de 80% des recettes d'exportation, et une récente diversification économique, le chômage touche 30% de la population totale.

Ces contradictions se sont avivées quand l'augmentation des salaires promise par le gouvernement a tardé, quand les commerçants ont organisé la pénurie des produits alimentaires en spéculant sur une dévaluation du bolivar, quand la presse a étalé les dépenses fastueuses d'un mariage entre deux familles de l'oligarchie locale. Les oubliés de la croissance sont aussi les exclus de la ville. Il doivent faire de longs trajets pour accéder aux lumières du centre, au travail rare. L'augmentation exagérée du prix des transports en commun a mis le feu aux poudres.

Des difficultés politiques

Un bipartisme solide, une alternance sans soubresaut entre le centre gauche (social-démocrate) et le centre droit (démocrate-chrétien), un syndicalisme fort expliquent la stabilité politique depuis 1958.

L'alliance démocratique (AD) du président Perez d'appuie traditionnellement sur la puissante centrale syndicale (CTV) et agglutine des secteurs sociaux disparates (classes moyennes) tout en cherchant à intégrer les intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie locale. Entre la social-démocratie mâtinée de populisme de l'AD et le social-christianisme du COPEI, son principal concurrent, les différences sont peu importantes, ce qui a favorisé les alternances sans discontinuité institutionnelle. La manne pétrolière permettait de maintenir l'ensemble par une certaine redistribution aux classes populaires. Tout est plus difficile en période de crise.

Si Andres Perez a été élu confortablement en décembre dernier, l'AD n'a pas la majorité absolue à la chambre des députés. La gauche est maintenant en position d'arbitre. L'habileté politique de Perez suffira-t-elle à maintenir la construction politique traditionnelle ?

Le Venezuela est à la croisée des chemins comme beaucoup de pays latino-américains. Corseté par les pressions économiques internationales d'un système en crise, le gouvernement doit faire des choix politiques drastiques ou se résigner à piloter à vue. Le gouvernement vénézuélien a compris l'avertissement, les banques créancières aussi.

L'allégement du fardeau de la dette externe des Etats latino-américains est une des conditions de la stabilité politique. Carlos-Andres Perez a multiplié les initiatives et les propositions dans ce sens. Il semble avoir été mieux compris après les émeutes puisque des crédits internationaux ont été débloqués. Pourtant, rien n'est réglé sur le fond. Dans les pays latino-américains la dette sociale s'alourdit.

Combien de temps encore les peuples dépendants vont-ils se résigner à échanger des larmes et du sang contre de maigres crédits et un avenir incertain ?

William Domingo

Collection Jean-Jaurès



Georges Hourdin : "Simone Weil"



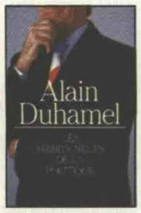
Il est des personnages qui appellent leur biographe. Ainsi en est-il de Simone Weil et de Georges Hourdin. De la première, on sait l'exceptionnel destin et la pensée. On connaît moins cette "jeune femme insolente, blagueuse, géniale, toute dressée contre l'injustice et l'oppression, remplie jusqu'à l'anéantissement du désir de l'absolu". Du second, on sait la recherche inlassable et difficile de la vérité : "aimer les hommes en Dieu... ou Dieu dans les hommes". Leur rencontre est unique : grâce à elle, il n'a jamais écrit rien de tel depuis "Le Malheur innocent". Quand un être d'exception trouve son reflet dans l'interrogation scrupuleuse d'un homme de vérité, leur interpellation rejaillit même sur ceux qui ne suivent pas la même route. Et les enrichit.
La Découverte, 278 p., 126 F.

Jean Esmein : "Les Bases de la puissance du Japon"



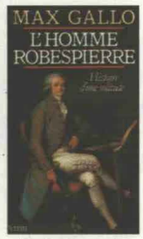
Le monde a regardé un peu plus du côté du Japon le temps de la mort de Hiro-Hito. Et de conforter quelques idées reçues. Faire le point sur le Japon aurait été plus utile. Il est vrai que ce n'est pas facile. Voici l'ouvrage collectif de dix spécialistes français du Japon. Avec les réponses aux bonnes questions : le Japon, une puissance majeure, mais quelle puissance réelle ? La politique et l'économie. Dépendance économique et sécurité internationale. Economie et diplomatie. Evolution des masses japonaises. Désir d'égalité et principe d'autorité. Richesse japonaise et équilibres internationaux.
Editions du Collège de France, 354 p., 140 F.

Alain Duhamel : "Les Habits neufs de la politique"



Eloge de la politique par Alain Duhamel. Eloge en forme de réhabilitation et même d'acte de foi. Il est peu d'observateurs aussi attentifs que lui du jeu politique français. Ici, son idée est la suivante. Nous ne sommes pas dans l'ère du vide. Mais dans une transition. Notre démocratie passe de la puberté à l'âge adulte. La puberté, c'étaient les vingt premières années de la Ve République, cadenassées par le RPR et son homothétique : le PC. La transition, c'est le pontificat social-démocrate (AD dixit) de François Mitterrand avec le RPR et le PC désemparés. A preuve, dit-il : "pour la première fois depuis plus d'un siècle, le régime est populaire. L'âge adulte verra de nouveaux équilibres et un renouvellement. La société politique française aura bientôt (1993) autant, voire plus d'habits neufs qu'elle n'en a besoin.
Flammarion, 230 p., 79 F.

Max Gallo : "L'Homme Robespierre"



Une réédition qui vient à son heure dans le grand débat d'idées du bicentenaire. Plus controversé et plus actuel que Rebespierre, il n'y a aucun des personnages de la Révolution. L'Incorruptible est essentiellement une énigme. Une solitude ? demande Max Gallo qui cherche à percer la personnalité et comprendre l'homme. Un portrait psychologique d'abord. Ensuite, pendant ces cinq années où tout est allé si vite, quelle a été la part de l'enchaînement des événements et de ce qui a tenu au tempérament, au comportement, voire aux faiblesses anciennes de l'homme ? Tenter de répondre à la question "pourquoi Robespierre est-il devenu Robespierre ?"
Perrin, 354 p., 130 F.

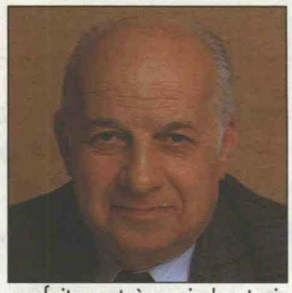
Pierre Duclos : "Les Enfants de l'oubli"



Un livre où il y a beaucoup de cœur. C'est-à-dire beaucoup de chaleur et tellement de peines. Il s'agit des enfants sans famille, hier ceux de l'Assistance, aujourd'hui de l'Aide sociale à l'enfance. Voici leurs innombrables photographies jamais pareilles et toutes semblables, celles du malheur innocent. Pierre Duclos ne juge pas, ne propose pas; il raconte. Et il demande : où est l'égalité pour ceux qui ont la malchance de ce départ dans la vie ? Quand l'histoire trébuche sur le fait divers.
Le Seuil, 326 p., 125 F.

BLOC-NOTES

Claude Estier



20 mars

Coup de téléphone de Christine Clerc, ma consœur du "Figaro-magazine", qui me remercie d'avoir écrit dans ce "Bloc-notes" qu'elle avait eu le courage de dénoncer le comportement de sa profession à propos du rôle de Roger-Patrice Pelat dans l'affaire Péchiney. Ce cri du cœur a valu à Christine Clerc d'être clouée au pilori par "L'Express" et quelques autres. Je ne partage pas, cela va sans dire, ses opinions politiques, mais il me plaît qu'au-delà de nos divergences, nous nous retrouvions sur une même conception de la déontologie.

23 mars

Dans "Libération", un éditorial audacieux suggère que puisque les Corses ne sont pas satisfaits de la façon dont les traite la métropole, celle-ci n'a qu'à leur accorder l'indépendance. Et qu'ils se débrouillent ! Le problème n'est évidemment pas aussi simple mais les Corses, dont la grande majorité n'est précisément pas indépendantiste, devraient réfléchir au fait un peu sommaire de leur part de toujours accuser Paris. Entre les subventions accordées au transport des marchandises pour assurer la continuité territoriale et les allégements fiscaux (sur la TVA et la taxe sur l'essence, notamment) dont l'île bénéficie, c'est une aide spéciale que l'Etat accorde chaque année à la Corse. La vraie question est donc de savoir qui empoche cette manne puisque ce n'est apparemment pas la population qui en profite. Les élus corses savent d'ailleurs parfaitement à quoi s'en tenir et n'insistent guère sur l'idée d'une prime d'insularité qui pourrait, tout aussi bien, sous d'autres formes, être réclamée par des régions comme le Limousin ou le Languedoc-Roussillon dont le produit par habitant est inférieur à celui de la Corse. C'est un fait que les prix sont plus chers à Ajaccio ou à Bastia, mais c'est à cette question qu'il faut répondre en disant clairement pourquoi il en est ainsi.

24 mars

Troisième tour des municipales avec l'élection ou la réélection des maires pour six ans. La liste des nouveaux élus confirme le succès du Parti socialiste, qui peut aussi s'enorgueillir désormais d'avoir fait une belle place aux femmes à la tête de grandes villes : Catherine Trautmann à Strasbourg emporte la palme, mais aussi Yvette Roudy à Lisieux, Frédérique Bredin à Fécamp, Isabelle Massin à Cergy, Martine Buron à Châteaubriant, Françoise Julien à Mons-en-Barœul, Geneviève Siedenaler à Lodève, Marie-Noëlle Lienemann à Athis-Mons, Hélène Mignon à Muret et beaucoup d'autres, sans oublier Edith Cresson, élue à Châtellerault. On peut faire encore mieux, mais l'argument suivant lequel un homme serait mieux placé qu'une femme pour l'emporter au scrutin majoritaire vient de prendre un sacré coup de vieux.

27 mars

Boris Eltsine, l'enfant terrible de la perestroïka, devenu en quelques semaines la coqueluche des Moscovites, a été élu avec une majorité écrasante dans le quartier de la capitale où il était opposé à un directeur d'usine, soutenu officiellement par les autorités. A Léningrad ou à Kiev, les caciques du Parti mordent la poussière. Ce sont autant de preuves que, pour la première fois en URSS, les élections se sont déroulées en toute liberté et que les électeurs ont su en profiter. Même si dans plus d'un quart des circonscriptions, il n'y avait encore qu'un candidat, personne ne peut plus nier que Gorbatchev fait faire à son pays un saut vers la démocratie, encore impensable il y a quelques années. Sans doute, à ses yeux, Eltsine a le tort de vouloir aller trop vite et trop loin. Mais n'a-t-il pas également besoin d'hommes comme lui face aux conservateurs, qui voudraient surtout que rien ne bouge ? Et l'élection triomphale de l'ancien secrétaire du Parti à Moscou ne confirme-t-elle pas aussi que les Soviétiques attendent de la perestroïka, non pas seulement des articles ou des discours, mais qu'elle change quelque chose à leur vie quotidienne ?

◆

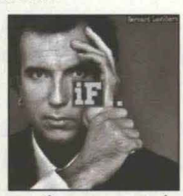


"Drôles de familles"

Aux "Dossiers de l'écran" : la famille. Un mariage sur trois se termine par un divorce, un million de couples vivent en union libre, un enfant sur cinq naît hors mariage : les familles monoparentales ou "recomposées" se multiplient. Le modèle traditionnel "papa-maman-enfants" est encore majoritaire, mais pour combien de temps ? Le débat est précédé par un film de Arthur Miller : "Avec les compliments de l'auteur" (1982) avec Al Pacino en "nouveau" père.
Antenne 2, mardi 4, 20 h 30



Bernard Lavilliers



Pour son nouvel album, Bernard Lavilliers a enfilé la panoplie du parfait petit reporter. Il a poussé la conscience professionnelle jusqu'à interviewer le général Noriega avant d'écrire sa chanson "Nicaragua". La première chanson, "If", tirée de Kipling "Tu seras un homme, mon fils...", semble réservée aux adolescents en mal de grands serments. (La faute au texte...). Dieu merci, le reste de l'album n'en est que mieux mis en valeur : un cocktail de paroles réalistes et de musiques exotiques. A noter la charmante ballade "On the road again".
B. Lavilliers : "If", BBC, 837718-2, 13 titres

Les triomphes de Domingo

Placido Domingo, grand ténor parmi les plus grands. Pour ses admirateurs -qui sont innombrables-, voici un double album, plein comme un œuf, qui les comblera d'aise. Tous les grands airs du répertoire rassemblés dans une anthologie complète et sans faille. Avec en prime, un tango enivrant et la "Marseillaise".
Deutsche Gramophon, 2 CD, 427 784, env. 200 F, 2 h 06' 32 ".



L'INVITE



Guy Ravier

Interdit dans nombre d'écoles primaires les "Crados" vont être remplacés par les "Perfectos". Aujourd'hui "Vendredi" accueille le nouveau maire d'Avignon : Guy Ravier. Vous serez tous Ravier de le connaître.

Cette semaine

1) Pour beaucoup d'entre nous, Avignon, c'est la trilogie obligée: Clément V, Gérard Ph., Mireille M.... What's new dans la cité ?

2) Si vous deviez dédier votre victoire, à qui le feriez-vous ?

3) Au soir des résultats, les petits jeunes de droite ont longuement glosé sur la pratique politique différentielle des élus selon leur génération. La gestion municipale deviendrait elle une question ... d'artères ?

Guy Ravier répond aux trois questions

1) Vous avez cité trois noms qui, à des titres divers, appartiennent à des facettes différentes de notre culture et dont la contiguïté aurait pu, à d'autres époques paraître choquante. Cette coexistence de croyances, d'époques, et de styles identifiées à notre ville, n'est-ce pas la définition de la modernité ?

Les Avignonnais et la culture: une histoire d'amour qui a permis d'appréhender, mieux qu'ailleurs, les mutations en cours. Comme le rappelait Michel Rocard, de passage dans notre ville à la veille du second tour: "la culture est subversion, la culture est changement".

2) Dès la proclamation des résultats, mon premier propos a été de rendre hommage au sénateur Henri Duffaut qui a marqué de son empreinte notre ville pendant plus de vingt-cinq ans. Esprit puissant, meneur d'hommes, humaniste conséquent, il a impulsé le décollage économique d'Avignon et permis le développement du festival. Son intuition, son sens du contact, sa ténacité en font plus qu'un modèle. Cette victoire est un peu la sienne.

3) Les petits jeunes de droite - tout comme les vieux d'ailleurs! - ont un patrimoine idéologique commun: le débat d'idées, la discussion autour d'un projet, n'ont guère d'importance. J'en ai fait l'expérience lors de cette campagne où la droite n'a eu de cesse de se répandre en attaques personnelles, campagnes de rumeurs, calomnies ... La véritable ligne de partage passe en fait entre les porteurs de projets et les équipes de circonstance agrégées autour de l'ambition d'un leader; les gens de gauche et ceux de droite.



Rubrique animée par Françoise Lorrain

La semaine prochaine :
Jean-Jack Queyranne, maire de Bron

Vendredi

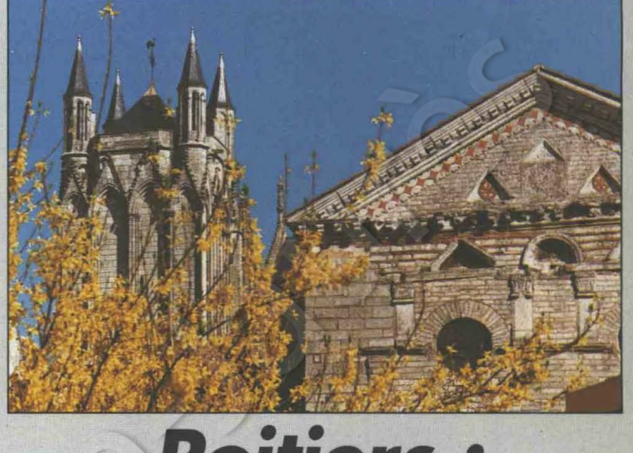
Bulletin d'abonnement
à renvoyer à
Vendredi - 10, rue de Solférino - 75007 Paris

Nom .....Prénom .....
Adresse : N°.....Bat/Esc :.....
Rue : .....
Commune.....
Code Postal |_|_|_|_|_| Bureau distributeur.....

Ci-joint paiement par : ❑ Chèque bancaire (à l'ordre de Vendredi) ❑ Mandat poste (à l'ordre de Vendredi)
❑ CCP n°15-221-55 X ❑ Carte de crédit..... n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

|___| abonnements à 200F =..... |___| abonnements de souetien à 500F =..... Soit au total :.....F

En direct des villes



Poitiers :
ville d'histoire, ville jeune

Depuis douze ans, Jacques Santrot, député-maire de Poitiers, a su mener une politique qui repose sur la prise en compte des spécificités de sa ville, de ses forces et de ses faiblesses.



Poitiers, capitale régionale de la région Poitou-Charentes, c'est une forte population sur un territoire géographiquement limité. Il fallait donc faire sortir Poitiers de ses murailles et lui donner ainsi les moyens de grandir et de s'épanouir vers l'extérieur. C'est là l'objectif d'une politique d'urbanisme qui s'est appuyée sur la revitalisation du centre ville, sans casser ce qui constitue le cœur historique de la cité, et qui a su repousser ses frontières intérieures en créant de nouveaux quartiers. L'élément clé de Poitiers, c'est qu'elle est à la fois une ville d'histoire et une ville jeune. Un Poitevin sur cinq est universitaire. En ce sens, Poitiers devait se donner les moyens de relier le plus étroitement possible l'Université et le tissu industriel. L'objectif était de faire profiter les PMI-PME de son savoir-faire.
Par le poids de son Université, du centre hospitalier régional, des centres de formation, Poitiers est aujourd'hui une ville essentiellement administrative. Sa vocation est de mobiliser sa matière grise pour développer son offre de services spécialisés aux entreprises. Déjà, 100 implantations d'entreprises nouvelles, générant 170 millions de francs d'investissements immobiliers, ont vu le jour depuis deux ans. Qui plus est, cette démarche a déjà son symbole avec "Devenir-Espace Pierre Mendes-France", qui engage une ouverture vers les milieux économiques et vers le public dans le double but de la formation et de la vulgarisation. Une ville universitaire est bien souvent le siège d'une vie culturelle et sportive intense. C'est le cas de Poitiers, où une multitude d'initiatives sont délibérément voulues, favorisées, financées et aidées par la municipalité.
Au-delà, le conseil communal des jeunes, la prévention de la délinquance, et tous les efforts de solidarité participent à la qualité de la vie et contribuent à la qualité de la ville.
Poitiers s'impose de plus en plus comme capitale régionale. La coopération intercommunale, les échanges avec les autres grandes villes de la région, l'arrivée du TGV à la fin de 1990, sont autant d'atouts pour préparer Poitiers aux prochains rendez-vous de l'histoire.

Jacques Santrot



Zwobada & Associés

92, rue de Courcelles 75008 PARIS

Téléphone : 47.66.51.33

Télécopie : 46 22 78 44

Coll. Fondation Jean Jaurès